

L'approche participative absente des politiques de gestion

Dossier de la rédaction de H2o
June 2025

L'expert en gestion de l'eau, Houssine Rahili, a reconnu dans une interview accordée à l'agence Tunis Afrique Presse l'échec des politiques publiques en matière de gestion des ressources hydriques. Évaluant le succès des politiques publiques dans la gestion des ressources en eau, Rahili a déclaré que ces politiques étaient basées sur les choix des marchés extérieurs pendant la période d'ouverture économique, des choix qu'il a qualifiés de "très conservateurs". Il a ajouté que "les politiques publiques en matière de gestion des ressources hydriques sont encore élaborées au sein de l'administration, et elles sont à sens unique en l'absence d'une approche participative qui exprimerait l'opinion du groupe dans son ensemble".

Rahili a évoqué l'échec des politiques publiques en premier lieu dans le domaine agricole. Cela est devenu plus évident avec les repercussions du changement climatique et sa contribution à la diminution des ressources en eau. S'ajoutent à cela un retard de 69 ans dans le recensement agricole, "l'absence d'une carte de production agricole stricte et le contrôle nécessaire de la part des autorités concernées". Il a souligné que les politiques de l'eau dans les zones rurales stagnent toujours, car la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) n'intervient que dans les grands regroupements ruraux. Selon lui, le dossier des groupements hydrauliques est un "dossier lié à l'endettement et à l'incompétence". "Ce dossier a été instrumentalisé politiquement, surtout après le 14 janvier 2011, les lois promulguées à cette fin après cette date ne sont que de la poudre aux yeux", et d'ajouter : "Celui qui possède de l'eau, possède le pouvoir".

Il a rappelé que les options d'ouverture économique ont inversé la donne depuis les années 1970. Les politiques publiques liées à l'eau ont changé pour soutenir l'exportation dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie, qui sont donc plus consommateurs d'eau, en plus des secteurs intrinsèquement gourmands en ressources hydriques, tels que le textile, les industries agroalimentaires et chimiques, la transformation du phosphate et le tourisme. Or, selon lui, les politiques publiques dans le domaine économique n'ont pas suivi les différents développements depuis cette date. Elles ne sont pas non plus conformes aux capacités du pays, qui souffre de rareté de l'eau, ni à la valeur ajoutée de l'eau, en plus du problème de la pollution, apparu dans de nombreuses régions à l'époque. Le dernier programme mené par l'État dans le domaine de l'eau est le plan décennal de développement des ressources en eau (1990-2000). En réalité, depuis 1995, la question du stress hydrique et des changements climatiques n'a pas été envisagée. Le taux d'exploitation des ressources en eau a doublé au cours des trois dernières décennies en l'absence de conscience de la nécessité de rationaliser la consommation et de prendre en compte les facteurs de changement climatique et de rareté de la ressource.

L'expert insiste également sur l'établissement d'une culture citoyenne de consommation de l'eau, "absente à tous les niveaux", et sur l'intégration de l'eau comme matière essentielle dans les programmes éducatifs (primaire, collège et lycée), ainsi que l'enseignement du Code de l'eau en tant que texte juridique à la faculté de droit. Il a également appelé à créer un lien générique pour une réflexion participative sur les questions stratégiques liées à l'eau.

La Presse (Tunis) - AllAfrica